

Rapport sur les exportations de matériel militaire du Canada

2003-2005

Direction des Contrôles à l'exportation
Direction générale des Contrôles à l'exportation et à l'importation
Affaires étrangères et Commerce international Canada
Site Web : www.controlesaexportation.gc.ca

Exportations

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada,
représentée par le ministre des Affaires étrangères, 2007

N° de catalogue: FR2-6/2005F-PDF
ISBN 978-0-662-07803-6

TABLE DES MATIÈRES

Contrôles à l'exportation	2	
Coopération internationale sur le commerce de matériel militaire	4	
Statistiques sur les exportations de matériel militaire	6	
Notes d'interprétation des données	7	
Tableau 1	Sommaire des statistiques	8
Graphique 1	Destination des exportations en fonction de l'Indicateur du développement humain	9
Graphique 2	Destination des exportations en fonction de la relation en matière de défense	10
Tableau 2	Exportations de matériel militaire par destination	11
Tableau 3	Groupe 2 de la <i>Liste des marchandises d'exportation contrôlée</i> du Canada	13
Tableau 4	Exportations de matériel militaire par numéro de la <i>Liste des marchandises d'exportation contrôlée</i>	15
Tableau 5	Exportations de matériel militaire par destination et numéro de la <i>Liste des marchandises d'exportation contrôlée</i>	16
Tableau 6	Listes de pays	28

CONTRÔLES À L'EXPORTATION

Le maintien de la paix et de la sécurité sont des objectifs prioritaires de la politique étrangère du Canada. Ainsi, le gouvernement du Canada s'efforce de veiller à ce que les exportations de matériel militaire du Canada ne nuisent pas à la paix, à la sécurité ou à la stabilité dans n'importe quelle région du monde ou à l'intérieur de n'importe quel pays.

Cette politique est principalement mise en œuvre au moyen du système de contrôles à l'exportation du Canada, autorisé par la *Loi sur les licences d'exportation et d'importation* (promulguée en 1947). Aux termes de cette Loi, tout résident du Canada qui souhaite exporter un article figurant sur la *Liste des marchandises d'exportation contrôlée* (LMEC) doit obtenir, préalablement à l'expédition, une licence d'exportation délivrée par Affaires étrangères et Commerce international Canada (MAECI).¹ La LMEC comprend le matériel et la technologie militaire, à double usage et d'importance stratégique, tout le matériel et les technologies d'origine américaine, ainsi qu'un nombre limité de produits contrôlés pour des motifs économiques.

Le matériel et la technologie militaire décrits dans le présent rapport sont des produits figurant dans le Groupe 2 (*Liste de matériel de guerre*) de la LMEC. Les produits du Groupe 2 sont « spécialement conçus ou modifiés à des fins militaires ». Les marchandises et technologies destinées à des fins civiles qui ne sont pas visées par un groupe de la LMEC ne font habituellement pas l'objet de contrôles à l'exportation, même si elles doivent être vendues à un utilisateur final militaire (il s'agit de produits tels que des combustibles et des aliments). Toutefois, certaines sanctions commerciales multilatérales, comme celles imposées par le Conseil de sécurité des Nations Unies, peuvent également être appliquées au moyen des contrôles à l'exportation. Par ailleurs, le Canada a dressé une *Liste des pays visés* (LPV), sur laquelle figurent actuellement deux pays : la Birmanie (Myanmar) et le Bélarus.² Toutes les marchandises destinées à ces pays font l'objet de contrôles à l'exportation. En outre, le Canada maintient l'interdiction d'exporter des marchandises du Groupe 2 au Pakistan depuis 1998.

En vertu des lignes directrices actuelles de la politique de contrôles à l'exportation prescrites par le Cabinet, le Canada contrôle rigoureusement les exportations de matériel et de technologies militaires vers les pays :

- qui constituent une menace pour le Canada et ses alliés;
- qui sont engagés dans un conflit ou qui risquent de l'être sous peu;
- qui font l'objet de sanctions de la part du Conseil de sécurité des Nations Unies;
- où les droits humains de leurs citoyens font l'objet de violations graves et répétées de la part du gouvernement, à moins qu'il puisse être démontré qu'il n'existe aucun

¹ Pour plus d'information sur les contrôles à l'exportation du Canada, consultez le site Web suivant : www.controlesaexportation.gc.ca.

² En vertu de l'article 6 de la *Loi sur les licences d'exportation et d'importation*, le gouverneur en conseil a ajouté la Birmanie (Myanmar) à la *Liste des pays visés* à compter du 5 août 1997 et il y a ajouté le Bélarus à compter du 14 décembre 2006.

risque raisonnable que les marchandises puissent être utilisées contre la population civile.

Au moment où un exportateur soumet une demande d'exportation de marchandises ou de technologies contrôlées, des consultations vastes et approfondies sont menées auprès de spécialistes des droits de la personne, de la sécurité internationale et de l'industrie de la défense au MAECI (y compris ceux qui sont affectés dans les missions diplomatiques du Canada à l'étranger), au ministère de la Défense nationale et, au besoin, dans d'autres ministères et organismes. Dans le cadre de ces consultations, on vérifie la conformité de la demande de licence d'exportation avec les principes du Canada en matière de politique étrangère, de sécurité et de défense. On étudie attentivement les considérations relatives à la paix et la sécurité régionales, notamment les conflits civils et les droits de la personne. On accorde une attention particulière à la documentation obligatoire sur l'utilisateur final pour s'assurer que l'exportation est destinée à un usage légitime et qu'elle ne sera pas détournée pour des fins illégales qui pourraient mettre en danger la sécurité du Canada, de ses alliés ou d'autres pays ou personnes.

La majeure partie des exportations d'armes à feu déclarées est destinée à des fins sportives ou récréatives et n'est pas constituée d'armes militaires modernes. Puisqu'un bon nombre des armes à feu canadiennes exportées sont destinées à des particuliers, des mesures sont prises pour s'assurer qu'elles ne sont pas détournées par des trafiquants d'armes ou utilisées pour alimenter la violence locale. Dans le cadre de ce processus, on effectue une vérification minutieuse de la bonne foi des utilisateurs finaux. Les missions diplomatiques canadiennes à l'étranger ainsi que d'autres sources peuvent fournir des renseignements sur les lois, les procédures et les pratiques en matière d'application de la loi au chapitre du contrôle des armes à feu dans les pays destinataires.

L'exportation d'armes à feu, d'armes, et de dispositifs prohibés³ inscrits sur la Liste des marchandises d'exportation contrôlée, ou de quelque élément ou pièce de tels objets, est limitée aux destinations qui figurent sur la *Liste des pays désignés — armes automatiques* (LPDAA — voir tableau 6). Le Canada a conclu des accords intergouvernementaux dans le domaine de la défense, de la recherche, du développement et de la production avec les pays inscrits sur la LPDAA.

L'industrie canadienne de la défense contribue de façon appréciable à la prospérité du pays. Elle fabrique des produits de haute technologie et entretient des liens étroits avec ses homologues d'autres pays alliés. Les contrôles à l'exportation ne visent pas à entraver inutilement le commerce international, mais plutôt à appliquer une réglementation et à imposer certaines restrictions aux exportations en fonction des objectifs politiques clairs décrits ci-dessus. L'industrie canadienne de la défense fournit aux Forces armées du Canada ainsi qu'aux forces armées de nos alliés le matériel, les munitions et les pièces de rechange dont elles ont besoin pour répondre à leurs besoins opérationnels, y compris pour les missions de combat et de maintien de la paix. Comme l'indique la Charte des Nations Unies, tous les États ont le droit légitime de se défendre.

³ Le paragraphe 84(1) du Code criminel fournit des définitions de « arme à feu prohibée », de « arme prohibée » et de « dispositif prohibé ».

COOPÉRATION INTERNATIONALE SUR LE COMMERCE DE MATÉRIEL MILITAIRE

L'action multilatérale constitue un moyen efficace de promouvoir la paix et la sécurité internationales. Le Canada accorde son appui et participe à toute une série d'activités de contrôle et de non-prolifération des armements, en étroite collaboration avec des pays d'optique commune.⁴

Arrangement de Wassenaar

L'inscription de la plupart des produits dans la *Liste des marchandises d'exportation contrôlée* découle d'engagements pris par le Canada envers des pays d'optique commune qui participent aux systèmes multilatéraux de contrôles à l'exportation ou encore des obligations contractées par le Canada en tant que signataire de plusieurs accords internationaux qui visent à contrôler et à surveiller le mouvement des marchandises et des technologies de nature délicate.

Le système de contrôle qui se rapporte au matériel et aux technologies militaires visés par le Groupe 2 de la *Liste des marchandises d'exportation contrôlée* (LMEC) est l'Arrangement de Wassenaar sur le contrôle des exportations d'armes classiques et de biens et technologies à double usage.⁵ Instauré en 1996, l'Arrangement de Wassenaar énonce entre autres dans ses Éléments initiaux les objectifs suivants :

[...] contribuer à la sécurité et à la stabilité régionales et internationales en favorisant la transparence et une responsabilité accrue dans les transferts d'armes conventionnelles et de biens et technologies à double usage, empêchant de ce fait l'accumulation d'arsenaux déstabilisateurs. [Traduction libre]

Par la mise en œuvre de leurs politiques nationales, les 40 États participants à l'Arrangement cherchent à faire en sorte que le transfert des produits visés par les listes communes des exportations contrôlées, créées à l'occasion des réunions tenues dans le cadre de l'Arrangement de Wassenaar, n'entraîne pas le développement ou le renforcement d'un potentiel militaire susceptible de compromettre la sécurité et la stabilité à l'échelle régionale et mondiale. Les pays participants à l'Arrangement prennent également toutes les mesures en leur pouvoir pour empêcher que ces biens et technologies ne soient détournés.

Registre des armes classiques des Nations Unies

Le Canada continue de promouvoir activement une plus grande transparence dans le commerce des armes classiques. En 1991, le Canada a été l'un des pays à l'origine de la

⁴ Pour plus d'information sur les politiques du Canada en matière de non-prolifération, consultez le site Web suivant : www.dfait-maeci.gc.ca/arms/menu-fr.asp.

⁵ Pour plus d'information sur l'Arrangement de Wassenaar, consultez le site Web suivant : www.wassenaar.org (anglais seulement).

création du Registre des armes classiques des Nations Unies, un registre central auquel tous les gouvernements sont invités à fournir volontairement, chaque année, des renseignements sur leurs importations et leurs exportations de sept grandes catégories de systèmes d'armements classiques.⁶ Ce Registre, mis à jour chaque année, contribue grandement à la transparence, au renforcement de la confiance et à l'accroissement de la sécurité mondiale. Depuis sa création, plus de 90 pays en moyenne ont communiqué des données chaque année et quelque 70 d'entre eux, dont le Canada, l'ont fait de façon systématique. À l'heure actuelle, la plupart des régions du globe y sont représentées, ce qui reflète 95 % du commerce international des principales armes classiques. Le Registre est donc devenu une importante source autorisée d'information.

Par ailleurs, le Canada fait partie des pays sans cesse plus nombreux qui communiquent volontairement des données au Registre sur leurs stocks militaires et leurs achats de bien produits à l'échelle nationale. Ces données vont au-delà du minimum exigé actuellement par les Nations Unies et contribuent grandement à la transparence mondiale sur le potentiel militaire.

Commerce des armes légères et de petit calibre

Trouver une solution au problème des armes légères est considéré comme un élément essentiel de la prévention et de la gestion des conflits, d'établissement de la paix ainsi que des mesures de reconstruction après un conflit. Pour ce faire, en collaboration avec des partenaires d'optique commune, le Canada cherche des moyens de régler le problème de la prolifération des armes légères qui peuvent nuire aux efforts de sécurité et de développement, en plus de contribuer à la souffrance humaine. Le Canada a adopté une approche intégrée englobant le contrôle des armements, la prévention de la criminalité et la consolidation de la paix à l'échelle internationale, régionale et nationale. Cette approche s'attaque aux questions de l'offre et du transit, et vise à régler les problèmes de stocks excédentaires après un conflit et à réduire la demande d'armes.

En ce qui a trait au contrôle des armements, le Canada fait la promotion de mesures visant une plus grande modération et une transparence accrue dans les exportations légales d'armes légères et de petit calibre. Les solutions étudiées comprennent notamment des codes de conduite, des initiatives de transparence et de création de registres, ainsi que des activités de sensibilisation au sein d'organismes axés sur la sécurité, comme l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe et l'Arrangement de Wassenaar. Les procédures mises en place par le Canada sont strictes et ont pour objectif d'assurer un niveau de contrôle élevé sur les exportations d'armes légères.

⁶ Pour plus d'information sur le Registre des armes classiques des Nations Unies, consultez le site Web suivant : <http://disarmament.un.org> (anglais seulement).

STATISTIQUES SUR LES EXPORTATIONS DE MATÉRIEL MILITAIRE

Dans le cadre des efforts déployés par le Canada pour encourager une plus grande transparence, le MAECI publie, depuis 1990, des rapports périodiques sur les exportations annuelles de matériel et de technologies militaires.

Les statistiques sont établies à partir des rapports d'utilisation présentés par les exportateurs de matériel ou de technologies militaires, qui décrivent de façon détaillée les expéditions réelles jusqu'à concurrence de la quantité ou de la valeur maximale autorisées par les licences d'exportation. Ces rapports indiquent le pays de destination et fournissent une description des marchandises exportées, leur quantité et leur valeur en dollars canadiens. Les renseignements sur les transactions d'exportation sont protégés étant donné la nature confidentielle de telles informations commerciales et les restrictions imposées par la *Loi sur la protection des renseignements personnels*.

Les contrôles à l'exportation visent toutes les destinations étrangères. Cependant, en raison de la coopération militaire étroite et de longue date entre le Canada et les États-Unis, y compris le caractère intégré de l'industrie de la défense nord-américaine, des exceptions au chapitre des licences sont appliquées à presque toutes les exportations de produits du Groupe 2 aux fins d'utilisation finale dans ce pays. Les exportations de matériel et de technologies militaires aux États-Unis ne sont donc pas présentées dans le présent rapport.

On peut trouver certaines statistiques sur les exportations canadiennes destinées à des utilisateurs militaires aux États-Unis dans d'autres sources, dont Statistique Canada ou la Corporation commerciale canadienne. Ces chiffres peuvent toutefois inclure des marchandises non militaires, comme les ordinateurs de gestion, les aéronefs ou autre équipement civil. Puisqu'il n'existe aucune corrélation directe entre les codes de marchandises utilisés par Statistique Canada et les numéros de la LMEC, et que chaque source utilise sa propre méthode de compilation, il est extrêmement difficile de bien évaluer l'information émanant de ces deux sources.

La norme reconnue à l'échelle internationale pour les statistiques sur le commerce du matériel militaire mondial est le Registre des armes classiques des Nations Unies mentionné précédemment. Or, ce Registre comprend seulement certaines catégories de systèmes d'armes et n'inclut pas les pièces, les composants et le vaste éventail de matériel de servitude, comme l'équipement de radar, les simulateurs et les logiciels conçus pour un usage militaire, qui constituent une certaine partie des exportations de marchandises militaires du Canada.

Les exportations de matériel et technologies militaires du Canada se sont élevées à 724 millions de dollars, 644 millions de dollars et 322 millions de dollars en 2003, en 2004 et en 2005, respectivement. En 2002, date du dernier rapport, les exportations de matériel militaire du Canada s'étaient chiffrées à quelque 678 millions de dollars. Comme les années précédentes, les pays de l'OTAN et de la LPDAA ont constitué la destination de l'essentiel des exportations canadiennes de matériel militaire, et la majorité de ces pays sont hautement industrialisés. Par ailleurs, les exportations vers les pays

présentant un indicateur de développement humain bas, selon le Programme des Nations Unies pour le développement, déjà négligeables, sont passées à zéro en 2005.

NOTES D'INTERPRÉTATION DES DONNÉES

Les notes d'interprétation des données suivantes concernent les tableaux 2, 4, et 5 :

i) Étant donné que les marchés d'approvisionnement passés par les gouvernements peuvent avoir une valeur considérable et des calendriers de livraison prolongés, les contrats de vente uniques conclus par des exportateurs uniques peuvent représenter une vaste portion de l'ensemble des exportations militaires d'une année donnée ou d'un certain nombre d'années. Les changements majeurs sur le plan des totaux d'une année à l'autre peuvent être expliqués par le début ou la fin d'un petit nombre de contrats importants.

ii) Les tableaux ne font pas état des exportations vers les États-Unis, qui représentent, selon les estimations, plus de la moitié des exportations canadiennes de matériel et de technologies militaires.

iii) Les numéros d'article de la *Liste des marchandises d'exportation contrôlée* (LMEC) utilisés dans les tableaux 4 et 5 sont expliqués dans le tableau 3 à l'aide d'exemples illustrés. La LMEC entière, qui consiste en des descriptions techniques détaillées de tous les produits et technologies contrôlés, se trouve dans le *Guide des contrôles à l'exportation du Canada*, lequel est disponible à l'adresse :

www.controlesaexportation.gc.ca

iv) Le tableau 2 fait état de la valeur annuelle du total des exportations de matériel ou de technologies militaires, y compris les exportations à destination de pays individuels. Le tableau 4 ventile la valeur des exportations vers des pays individuels en fonction du numéro d'article de la LMEC assigné à ces exportations. Toutefois, la somme des exportations par numéro d'article de la LMEC vers un pays individuel calculée à partir du tableau 4 pourrait ne pas être égale à la valeur totale des exportations vers cette destination inscrite au tableau 2. Étant donné que le matériel ou les technologies concernés par une seule licence d'exportation peuvent être classés sous plusieurs numéros d'article de la LMEC, certains sont comptés en double dans les tableaux 4 et 5.

Tableau 1 : Sommaire des statistiques

Année	2003		2004		2005	
Exportations totales de biens et technologies militaires ⁷	723 549 793 \$	100 %	643 892 283 \$	100 %	322 014 643 \$	100 %
Destination des exportations en fonction de l'Indicateur du développement humain (IDH)⁸						
Pays à IDH élevé ⁷	551 741 953 \$	76 %	408 135 781 \$	63 %	299 248 279 \$	93 %
Pays à IDH moyen	171 772 853 \$	24 %	235 612 170 \$	37 %	22 753 959 \$	7 %
Pays à IDH faible	8 242 \$	<0,1 %	94 800 \$	<0,1 %	0	0 %
Pays non classifiés sous l'IDH	26 745 \$	<0,1 %	49 532 \$	<0,1 %	12 405 \$	<0,1 %
Destination des exportations en fonction de la relation en matière de défense						
OTAN ^{7,9}	143 594 813 \$	20 %	157 379 458 \$	24 %	180 801 006 \$	56 %
LPDAA (sauf OTAN) ¹⁰	487 159 476 \$	67 %	377 450 004 \$	59 %	64 129 953 \$	20 %
Autres	92 795 504 \$	13 %	109 062 821 \$	17 %	77 083 684 \$	24 %

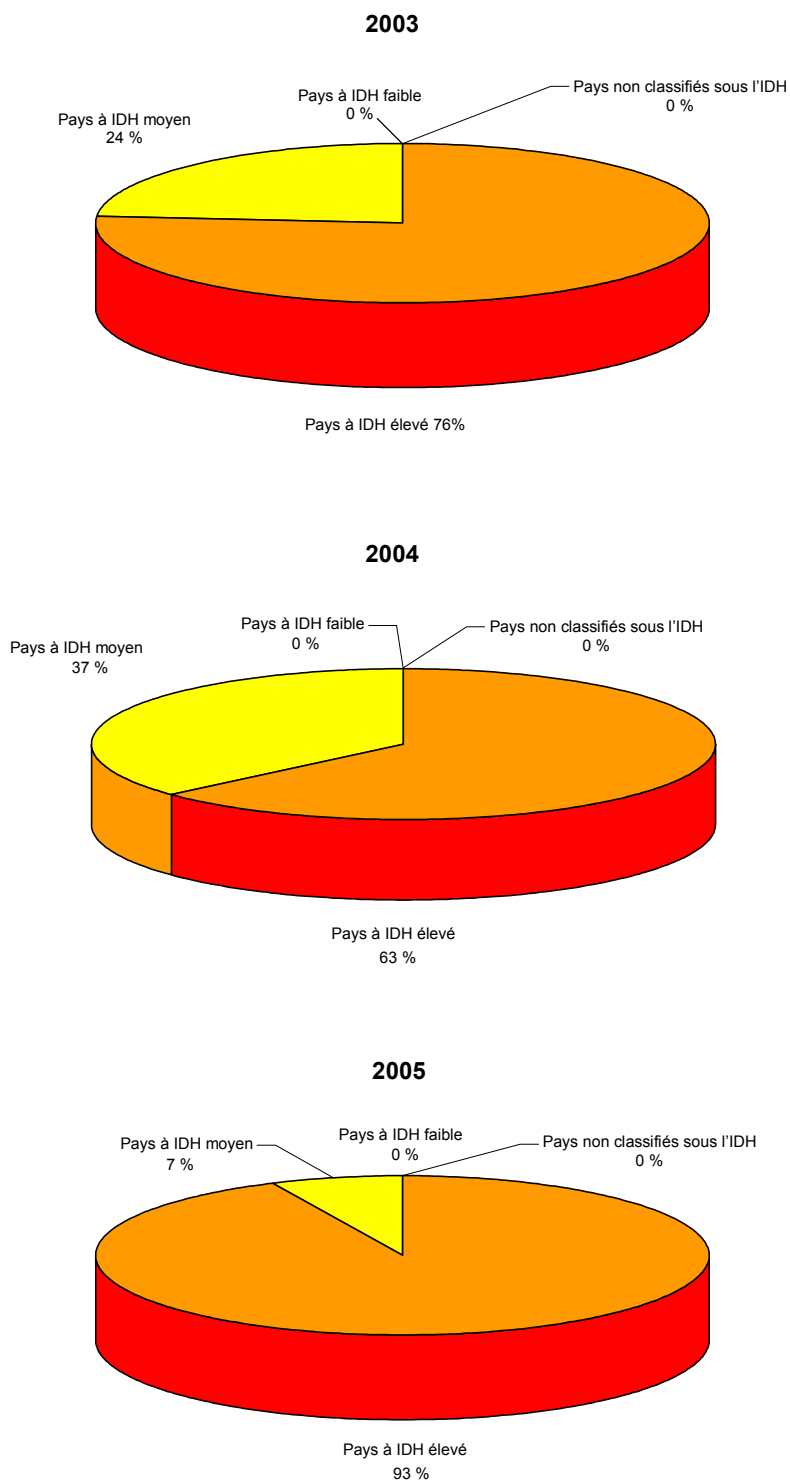
⁷ Les tableaux ne font pas état des exportations vers les États-Unis.

⁸ Les catégories s'inspirent de l'Indicateur du développement humain de 2004 présenté dans *le Rapport mondial sur le développement humain* de 2006 du Programme des Nations Unies pour le développement.

⁹ La liste des pays membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) est fournie au tableau 6.

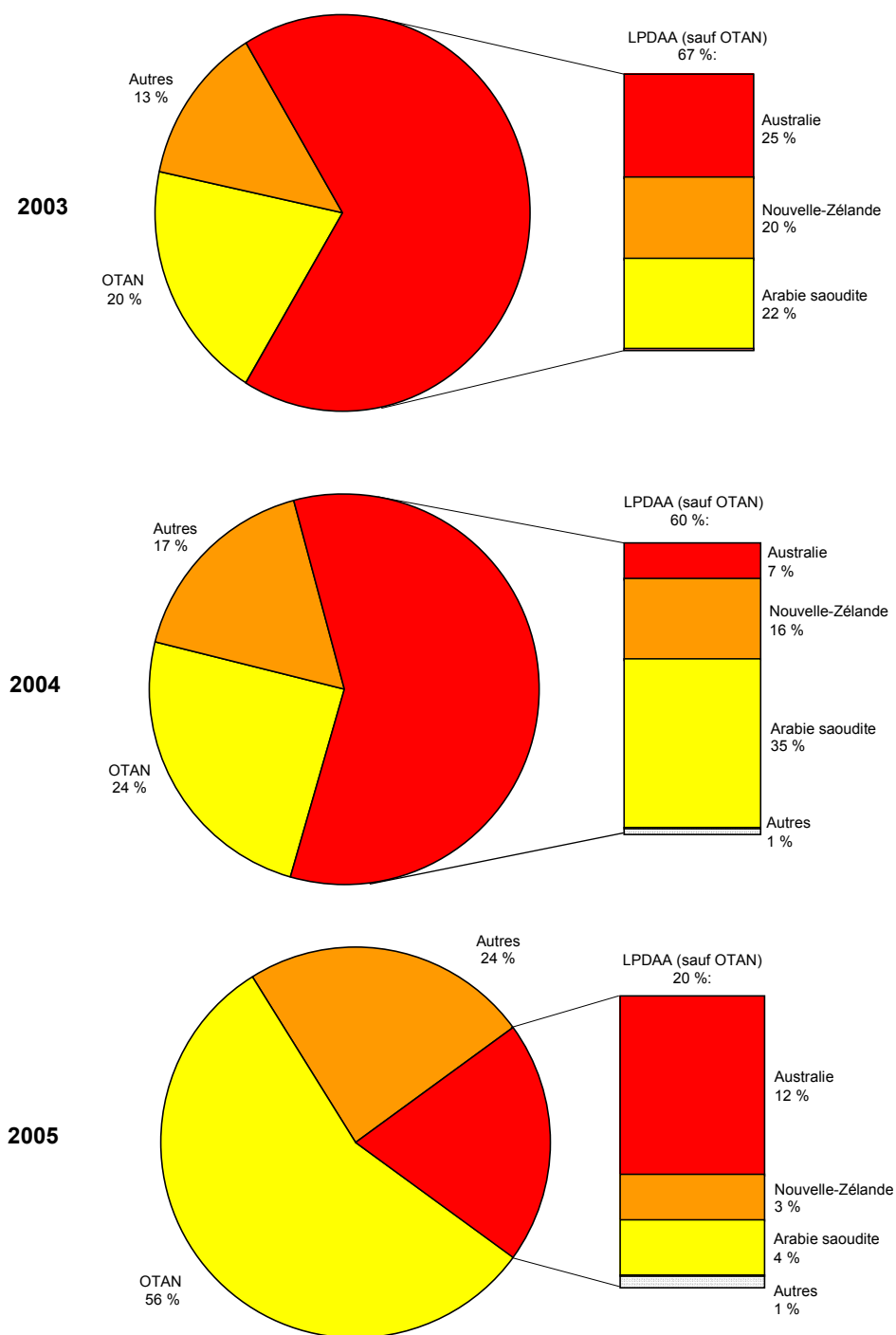
¹⁰ La *Liste des pays désignés (armes automatiques)* (LPDAA) est fournie au tableau 6. Le Canada a conclu des accords intergouvernementaux en matière de défense, de recherche et développement, et de production avec les pays qui figurent sur la LPDAA. Les pays qui ne sont pas membres de l'OTAN mais qui figurent sur la LPDAA sont l'Arabie saoudite, l'Australie, le Botswana, la Finlande et la Nouvelle-Zélande.

Graphique 1 : Destination des exportations en fonction de l'Indicateur du développement humain (IDH)¹¹



¹¹ Voir tableau 1 pour détails.

Graphique 2 : Exportations de matériel militaire par destination selon la relation en matière de défense¹²



¹² Voir tableau 1 pour détails.

Tableau 2 : Exportations de matériel militaire par destination*

Destination d'exportation **	Valeur des exportations (\$CAN)		
	2003	2004	2005
Afrique du Sud	1 520	653 028	244 837
Allemagne	9 059 208	9 061 117	12 491 709
Arabie saoudite	157 917 932	217 824 036	12 069 674
Australie	183 634 560	48 238 800	39 632 809
Autriche	773 281	6 341	962 179
Bangladesh	0	12 000	0
Belgique	8 248 917	4 423 040	3 098 777
Bermudes	25 333	33 634	7 365
Botswana	1 047 141	6 203 375	594 878
Brésil	3 727 492	1 373 139	706 333
Brunéi	0	0	3 454
Chili	2 608 615	59 029	612 379
Chine (République populaire de)	415 761	50 450	0
Chypre	0	75 740	75 740
Colombie	629 400	1 144 373	284 530
Corée (République de)	27 182 354	37 217 633	18 148 725
Danemark	12 436 994	7 437 254	865 066
Égypte	2 479 694	2 800 418	4 115 934
Émirats arabes unis	762 857	289 339	4 251 080
Espagne	5 284 818	2 087 043	4 615 843
Estonie	24 975	0	29 001
Finlande	475 307	1 271 869	1 973 535
France	13 235 367	7 225 459	19 315 811
Grèce	1 540 678	6 602 268	3 632 477
Groenland	35 018	15 272	59 220
Guadeloupe	0	750	0
Guyana	1 000	0	2 000
Hong Kong	0	26 016	420
Inde	60	2 960	957 773
Indonésie	0	0	32 000
Iraq	0	15 148	5 040
Irlande	37 620	4 194 074	538 877
Islande	0	316	6 286
Israël	321 646	389 889	3 968 144
Italie	5 866 230	11 957 122	14 386 490
Japon	5 229 984	4 558 281	9 645 827
Jordanie	245 850	18 058	141 194
Koweït	0	1 172 826	1 807 520
Lettonie	0	181 270	31 576
Liban	0	0	27 788

Destination d'exportation **	Valeur des exportations (\$CAN)		
	2003	2004	2005
Luxembourg	23 065	4 548 013	991 503
Malaisie	17 232 472	12 123 691	446 127
Maroc	4 247	611 412	52 834
Mexique	1 079 409	921 051	128 104
Mongolie	1 234	0	0
Nicaragua	0	345 359	43 693
Nigéria	0	94 800	0
Norvège	11 283 647	7 876 883	7 556 218
Nouvelle-Calédonie	0	24 246	0
Nouvelle-Zélande	144 084 536	103 911 924	9 859 057
Oman	7 769 955	18 182 082	15 021
Pays-Bas	8 861 384	4 724 500	10 964 242
Pérou	2 715	0	0
Pologne	0	3 322	7 740
Portugal	246 707	214 919	143 427
Qatar	0	9 120	0
République tchèque	14 790	0	290 171
Roumanie	1 000	0	0
Royaume-Uni	66 789 132	89 797 984	101 623 795
Russie	500	2 415	0
Serbie-et-Monténégro	1 412	0	0
Sierra Leone	7 777	0	0
Singapour	6 409 194	9 747 308	15 727 974
Sri Lanka	0	4 046	24 012
Suède	7 184 743	6 962 931	8 595 380
Suisse	285 444	1 050 083	2 287 469
Taiwan	3 718 045	1 547 726	459 101
Thaïlande	1 065 206	3 352 397	1 382 480
Turquie	677 900	1 214 702	750 872
Ukraine	200	0	0
Venezuela	3 555 000	0	1 323 127
Yémen	465	0	0
Totaux	723 549 793	643 892 283	322 014 643

* Veuillez vous référer aux Notes d'interprétation des données à la page 7.

** Veuillez noter que les destinations qui ne figurent pas dans la liste ci-dessus n'ont pas importé du matériel militaire du Canada au cours des années civiles 2003, 2004 et 2005. Comme il est signalé dans l'avant-propos, les exportations de matériel militaire vers les États-Unis n'exigent pas de licence et ne sont donc pas indiquées dans ce document.

Tableau 3 : Groupe 2 de la *Liste des marchandises d'exportation contrôlée* du Canada

Numéro de la Liste des marchandises d'exportation contrôlée	Exemples descriptifs
2-1	Armes à canon lisse d'un calibre de moins de 20 mm, autres armes et armes automatiques d'un calibre de 12,7 mm ou moins et accessoires
2-2	Armes à canon lisse d'un calibre égal ou supérieur à 20 mm, autres armes ou armements ayant un calibre supérieur à 12,7 mm, lanceurs et accessoires
2-3	Munitions et dispositifs de réglage de fusée et leurs composants spécialement conçus
2-4	Bombes, torpilles, roquettes, missiles et autres charges et dispositifs explosifs et équipement et accessoires connexes, spécialement conçus pour l'usage militaire
2-5	Matériel de conduite de tir et matériel d'alerte et d'avertissement connexe, systèmes et matériel d'essai, d'alignement et de contre-mesure connexes, spécialement destinés à l'usage militaire, et leurs composants et accessoires spécialement conçus
2-6	Véhicules terrestres et leurs composants
2-7	Agents chimiques ou biologiques toxiques, agents antiémeutes, substances radioactives, équipement, composants et matériaux connexes.
2-8	Matériels énergétiques et substances connexes
2-9	Navires de guerre, matériel et accessoires navals spécialisés et leurs composants, spécialement conçus pour l'usage militaire
2-10	Aéronefs, aérostats, véhicules aériens sans pilote, moteurs et matériel d'« aéronef », matériel connexe et composants, spécialement conçus ou modifiés pour l'usage militaire
2-11	Matériel électronique non visé ailleurs et composants
2-12	Systèmes d'armes à énergie cinétique à grande vitesse et matériel connexe, et leurs composants spécialement conçus
2-13	Matériel et constructions blindés ou de protection et leurs composants
2-14	Matériel spécialisé pour l'entraînement ou les mises en situation militaires, simulateurs spécialement conçus pour la formation à l'utilisation des armes à feu ou des armes visées par les articles 2-1 ou 2-2, et ses composants et accessoires spécialement conçus
2-15	Matériel d'imagerie ou de contre-mesures spécialement destiné à l'usage militaire et ses composants et accessoires spécialement conçus

Numéro de la Liste des marchandises d'exportation contrôlée	Exemples descriptifs
2-16	Pièces forgées et coulées et autres produits non finis dont l'utilisation dans un produit visé est reconnaissable par la composition, la géométrie ou la fonction du matériel, et spécialement conçus pour tout produit visé dans les articles 2-1 à 2-4, 2-6, 2-9, 2-10, 2-12 ou 2-19
2-17	Autres équipements et matériaux, et leurs composants spécialement conçus
2-18	Matériel pour la fabrication de produits cités dans la <i>Liste de matériel de guerre</i>
2-19	Systèmes d'armes à énergie dirigée, matériel connexe ou de contre-mesure et modèles d'essai, et leurs composants spécialement conçus
2-20	Matériel cryogénique et « supraconducteur », et ses composants et accessoires spécialement conçus
2-21	Logiciels
2-22	Technologie

Nota : On peut consulter la liste complète des produits et technologies, y compris les définitions précises des termes utilisés ci-dessus dans le Guide des contrôles à l'exportation du Canada disponible à l'adresse suivante : www.controlesaexportation.gc.ca.

Tableau 4 : Exportations de matériel militaire par numéro de la *Liste des marchandises d'exportation contrôlée (LMEC)*[†]

LMEC	Valeur des exportations (\$CAN)		
	2003	2004	2005
2-1	7 809 817	1 205 014	1 747 691
2-2	42 537 337	214 089 682	12 777 467
2-3	21 858 994	25 655 001	27 032 860
2-4	5 705 049	6 229 849	8 754 367
2-5	41 893 650	19 124 583	18 105 539
2-6	475 081 767	361 277 966	14 730 471
2-7	5 675 844	3 154 101	10 958 245
2-8	2 775 115	0	355 118
2-9	35 627 644	31 228 866	28 657 652
2-10	53 818 680	95 887 526	94 778 224
2-11	61 154 397	53 377 966	54 308 242
2-12	0	0	0
2-13	618 036	918 184	5 984 826
2-14	11 006 525	23 709 542	25 423 832
2-15	22 803 913	25 175 902	32 496 313
2-16	2 034 441	6 160 526	4 652 038
2-17	11 426 147	10 807 831	7 858 785
2-18	3 386 965	6 284 753	6 392 708
2-19	226 342	0	0
2-20	0	0	0
2-21	3 368 736	9 443 781	14 050 967
2-22	22 240 066	34 868 104	27 921 034

[†] Veuillez vous référer aux Notes d'interprétation des données à la page 7.

Tableau 5 : Exportations de matériel militaire par destination et numéro de la *Liste des marchandises d'exportation contrôlée (LMEC)* ‡

Destination d'exportation	LMEC ^{##}	Valeur des exportations (\$CAN)		
		2003	2004	2005
Afrique du Sud	2-1	0	0	9 967
	2-6	0	518 409	0
	2-10	0	74 204	206 218
	2-11	1 520	0	18 000
	2-13	0	0	230
	2-14	0	45 765	10 422
	2-21	0	14 650	0
Allemagne	2-1	17 590	8 794	19 818
	2-3	280	0	0
	2-4	230 358	142 642	147 256
	2-5	0	1 773 845	1 731 105
	2-6	57 748	425 230	0
	2-7	60 516	911 705	5 831 630
	2-9	1 792 168	608 156	1 655 605
	2-10	126 095	910 394	119 605
	2-11	2 698 362	3 928 750	1 292 638
	2-13	17 500	0	0
	2-14	496 174	1 346 116	2 037 147
	2-15	1 577 670	470 766	2 341 155
	2-17	0	143 776	0
	2-18	2 054 200	374 508	1 609 200
2-21	980 368	2 399 725	3 209 011	
2-22	0	10	47 429	
Arabie saoudite	2-1	0	0	3 240
	2-2	37 552 167	209 304 640	0
	2-3	0	0	10 000
	2-5	15 379 025	2 697 237	1 033 733
	2-6	155 094 966	214 205 300	981 709
	2-10	0	921 499	10 216 281
	2-11	217 582	0	0
	2-13	210	0	220
	2-17	280 784	0	0
	2-18	5 891	0	0
	2-22	562 600	0	0
Australie	2-1	452 879	40 284	76 742
	2-2	1 512 361	687 756	3 953 989

Destination d'exportation	LMEC ^{##}	Valeur des exportations (\$CAN)		
		2003	2004	2005
	2-3	11 823 050	1 762 874	10 552 425
	2-4	999 903	0	5 244 392
	2-5	19 402 609	9 603 634	4 721 727
	2-6	162 854 550	33 658 470	5 241 123
	2-7	62 861	0	52 721
	2-9	3 085 231	3 873 158	997 464
	2-10	1 392 886	3 292 909	3 093 194
	2-11	421 234	1 124 990	5 835 384
	2-13	566 642	753 958	3 551 463
	2-14	235 376	1 830 577	525 781
	2-15	140 000	600 000	1 384 370
	2-16	34 630	46 577	43 325
	2-17	29 287	400 664	464 240
	2-18	801 577	868 005	684 128
	2-21	274 631	660 279	1 670 668
	2-22	582 337	636 142	839
Autriche	2-1	900	0	28 090
	2-3	87 580	4 470	0
	2-4	0	0	934 089
	2-7	684 801	1 871	0
	2-17	0	0	505 248
Bangladesh	2-14	0	12 000	0
Belgique	2-1	31 591	0	35 033
	2-3	1 867 592	2 444 673	1 962 568
	2-6	787 078	543 680	318 856
	2-7	0	300	900
	2-8	2 618 615	0	0
	2-10	46 390	124 766	170 539
	2-11	13 015	30 826	0
	2-13	0	0	1 140
	2-15	0	0	45 000
	2-17	2 844 761	1 278 796	597 740
	2-18	39 875	0	0
Bermudes	2-3	13 799	22 100	3 800
	2-11	11 534	11 534	3 565
Botswana	2-2	100 000	949 200	0
	2-3	0	949 200	0
	2-4	0	1 137 810	0
	2-10	947 141	4 116 365	594 878

Destination d'exportation	LMEC ^{##}	Valeur des exportations (\$CAN)		
		2003	2004	2005
	2-14	0	949 200	0
Brésil	2-2	0	0	4 674
	2-3	224 000	0	0
	2-10	3 431 853	1 348 700	556 431
	2-11	0	2 289	561 919
	2-13	0	0	730
	2-14	0	0	65 177
	2-16	71 639	22 150	73 833
	2-21	0	0	64 208
	Brunéi	2-10	0	0
Chili	2-1	19 230	1 812	26 443
	2-3	0	10 161	0
	2-4	0	0	505 024
	2-6	0	0	6 019
	2-9	2 507 249	35 080	7 741
	2-10	81 996	11 976	67 152
	2-13	140	0	0
	Chine (République populaire de)	2-1	0	800
2-11		673	0	0
2-17		415 088	49 650	0
Chypre	2-11	0	75 740	75 740
Colombie	2-10	0	3 973	491
	2-11	0	0	3 253
	2-13	29 400	400	113 400
	2-15	600 000	0	167 386
	2-16	0	1 140 000	0
Corée (République de)	2-1	0	0	5 340
	2-4	422 494	4 556 223	0
	2-5	0	42 519	0
	2-9	2 448 138	6 889 006	7 029 488
	2-10	91 541	35 698	201 377
	2-11	23 191 651	27 523 482	10 133 856
	2-13	980	0	0
	2-14	779 000	0	0
	2-16	21 950	0	0
	2-17	0	761 943	350 000
	2-18	0	3 560 172	3 480 558
	2-19	226 342	0	0

Destination d'exportation	LMEC ^{##}	Valeur des exportations (\$CAN)		
		2003	2004	2005
	2-21	0	2 594 030	171 324
	2-22	4 741 311	16 703 734	1 215 888
Danemark	2-1	6 235 762	11 919	41 783
	2-2	0	4 280	0
	2-3	0	1 836	7 500
	2-5	641 185	51 987	50 696
	2-6	0	212 000	0
	2-7	29 437	3 270	0
	2-9	0	0	3 692
	2-10	5 283 562	6 836 619	62 055
	2-11	42 093	130 224	604 673
	2-16	59 965	37 119	94 668
	2-17	144 990	148 000	0
Égypte	2-3	0	238 000	0
	2-10	2 475 763	2 562 418	3 841 183
	2-11	0	0	273 103
	2-13	0	0	1 648
	2-16	3 931	0	0
Émirats arabes unis	2-1	0	0	14 213
	2-7	761 140	0	0
	2-10	0	0	26 868
	2-11	1 717	43 932	0
	2-13	0	700	0
	2-14	0	0	4 210 000
	2-18	0	244 707	0
	2-22	0	244 707	0
Espagne	2-1	0	43 758	220 884
	2-3	1 040	0	0
	2-4	28 219	0	0
	2-6	189 348	219 862	0
	2-7	32 875	5 245	0
	2-9	947 700	0	856 245
	2-10	2 583	137 632	1 329 200
	2-11	1 471 253	1 170 546	2 315 438
	2-15	1 804 500	0	1 715 992
	2-17	807 300	510 000	0
	2-21	0	0	70 000
Estonie	2-7	24 975	0	29 001
Finlande	2-1	4 521	8 830	19 825

Destination d'exportation	LMEC ^{##}	Valeur des exportations (\$CAN)		
		2003	2004	2005
	2-5	0	0	753 154
	2-6	462 988	825 195	37 010
	2-10	0	112 054	412 227
	2-11	0	0	514 927
	2-17	7 798	325 790	236 393
	2-21	0	0	704 219
France	2-1	13 848	0	47 325
	2-3	16 600	5 554	8 677 394
	2-4	1 389 320	4 000	83 600
	2-5	460 697	29 578	25 276
	2-6	0	139 720	304 071
	2-7	768 204	3 931	38 577
	2-9	2 039 670	378 809	457 589
	2-10	1 239 901	2 349 931	2 705 151
	2-11	3 814 805	1 963 370	116 666
	2-14	0	598 370	2 555 732
	2-15	2 819 302	1 265 741	4 143 264
	2-17	533 000	581 350	200
	2-18	140 000	600	150 926
	2-21	0	14 250	10 793
	2-22	880 010	2 071 489	4 816 091
Grèce	2-1	22 230	153 657	86 419
	2-4	0	0	255 370
	2-6	0	0	18 196
	2-7	12 565	1 043 790	90
	2-9	100	22 440	345 538
	2-10	80 889	3 397 072	2 919 364
	2-11	1 158 380	3 485 329	2 440 664
	2-15	0	1 750 000	7 500
	2-17	266 514	125 379	0
	2-18	0	1 750	10
	2-21	0	13 416	0
	2-22	0	3 282 449	2 435 971
Groenland	2-1	35 018	15 272	43 370
	2-9	0	0	15 850
Guadeloupe	2-1	0	750	0
Guyana	2-1	1 000	0	2 000
Hong Kong	2-1	0	1 240	0
	2-13	0	0	420

Destination d'exportation	LMEC ^{##}	Valeur des exportations (\$CAN)		
		2003	2004	2005
	2-17	0	24 776	0
Islande	2-1	0	316	6 286
Inde	2-1	0	2 700	0
	2-9	60	260	407 773
	2-17	0	0	550 000
	2-21	0	260	200
	2-10	0	0	32 000
Iraq	2-1	0	0	5 040
	2-11	0	15 148	0
Irlande	2-1	0	10 412	8 450
	2-3	0	3 920 220	910
	2-4	2 500	0	0
	2-6	0	244 313	529 517
	2-7	35 120	19 129	0
Israël	2-2	24 750	0	0
	2-5	0	0	102 339
	2-7	0	492	0
	2-9	30 180	0	9 064
	2-10	103 980	0	63 706
	2-11	162 736	337 599	3 743 839
	2-21	0	51 798	49 196
Italie	2-1	0	3 240	348 655
	2-3	35 875	0	242 753
	2-5	0	90 630	18 126
	2-6	937 279	631 700	537 618
	2-7	0	0	125 994
	2-9	173 478	35 500	0
	2-10	3 122 498	4 479 196	1 032 166
	2-11	983 326	1 050 828	156 990
	2-13	1 400	0	0
	2-14	0	1 408 878	6 877 811
	2-15	0	850 989	57 119
	2-16	612 374	2 881 161	3 050 856
	2-17	0	525 000	1 900 000
	2-21	1 700	21 210	5 703 994
2-22	0	66 633	5 865 906	
Japon	2-1	5 641	23 600	0
	2-3	0	538	20 000
	2-5	0	0	437 360

Destination d'exportation	LMEC ^{##}	Valeur des exportations (\$CAN)		
		2003	2004	2005
	2-8	156 500	0	355 118
	2-9	1 012 570	0	0
	2-10	933 579	1 037 871	3 042 630
	2-11	2 609 002	3 118 008	5 525 939
	2-13	0	0	8 140
	2-14	0	495	0
	2-16	216 216	283 692	698 810
	2-17	249 576	26 201	580 576
	2-21	46 900	89 300	42 200
	2-22	0	738 959	872 162
Jordanie	2-3	0	1 271	0
	2-10	75 750	16 787	141 194
	2-21	170 100	0	0
Koweït	2-2	0	1 169 984	0
	2-5	0	1 169 984	0
	2-6	0	1 169 984	18 206
	2-10	0	2 842	84 000
	2-11	0	2 842	1 789 314
	2-18	0	1 169 984	0
Lettonie	2-17	0	181 270	31 576
Liban	2-1	0	0	27 788
Luxembourg	2-6	0	220 046	0
	2-7	17 206	0	0
	2-10	5 859	4 327 967	963 518
	2-11	0	251 918	19 485
	2-13	0	0	8 500
Malaisie	2-3	488 800	0	69 957
	2-7	0	9 012	17 503
	2-9	11 742 441	4 931 774	4 080
	2-10	4 386 304	7 145 810	186 980
	2-11	639 711	199 612	264 610
	2-17	0	37 095	89 976
	2-21	24 785	199 612	4 080
	2-22	11 767 226	5 131 386	191 061
Maroc	2-6	0	0	48 895
	2-11	0	2 783	0
	2-14	4 247	608 629	3 939
	2-21	0	600 224	3 939
	2-22	0	600 224	52 834

Destination d'exportation	LMEC ^{##}	Valeur des exportations (\$CAN)		
		2003	2004	2005
Mexique	2-9	0	907 877	48 306
	2-10	842 627	0	0
	2-11	236 782	416 367	75 000
	2-13	0	0	4 798
	2-22	0	2 967	0
Mongolie	2-1	1 234	0	0
Nicaragua	2-1	0	345 359	0
	2-13	0	0	43 693
Nigéria	2-13	0	94 800	0
Norvège	2-1	55 148	0	355 714
	2-2	0	112 243	557 169
	2-3	149 850	411 451	308 000
	2-4	69 000	29 970	0
	2-5	105 359	108 897	0
	2-6	577 030	219 904	1 296 687
	2-7	0	560	0
	2-9	2 284 256	88 994	42 009
	2-10	730	18 353	134 240
	2-11	57 004	7 987	928 827
	2-13	0	14 542	37 902
	2-15	6 773 586	6 320 004	4 231 646
	2-16	0	41 355	43 976
	2-17	1 310 794	627 907	215 118
Nouvelle-Calédonie	2-1	0	24 246	0
Nouvelle-Zélande	2-1	16 430	74 868	25 560
	2-2	759 269	529 129	0
	2-3	9 506	3 137 578	0
	2-5	759 269	550 181	296 267
	2-6	143 379 049	99 978 330	28 240
	2-7	881 875	575 399	72 041
	2-9	235 214	261 100	12 356
	2-10	305 721	456 734	770 507
	2-13	0	600	1 918 010
	2-15	0	0	6 207 481
	2-17	16 010	0	526 518
	2-18	0	15 499	28 240
	2-21	759 269	536 149	2 076
2-22	0	0	28 241	
Oman	2-2	2 697	20 000	0

Destination d'exportation	LMEC ^{##}	Valeur des exportations (\$CAN)		
		2003	2004	2005
	2-3	0	3 631 500	0
	2-14	7 767 258	14 530 582	15 021
Pays-Bas	2-1	233 226	303 000	0
	2-3	28 968	2 554 089	1 434 885
	2-4	0	0	338 480
	2-5	5 055 748	220 546	200 000
	2-7	0	28 739	25 240
	2-9	27 182	57 020	0
	2-10	323 517	44 656	136 654
	2-11	2 902 194	1 222 090	1 003 256
	2-13	0	0	18 522
	2-14	0	8 878	7 519 753
	2-15	0	348 787	483 665
	2-16	145 052	15 129	23 763
	2-17	199	93 442	179 979
	2-21	145 164	19 100	45
	2-22	1 648 313	132 007	200 045
Pérou	2-11	2 715	0	0
Pologne	2-3	0	1 431	0
	2-10	0	1 891	0
	2-13	0	0	7 740
Portugal	2-1	52 557	0	0
	2-7	893	652	6 600
	2-9	180 252	0	0
	2-10	2 505	115 179	116 820
	2-17	0	99 088	6 007
	2-21	10 500	0	14 000
Qatar	2-11	0	9 120	0
République tchèque	2-1	750	0	0
	2-3	0	0	280 446
	2-4	0	0	273 546
	2-10	14 040	0	9 723
	2-22	0	0	273 546
Roumanie	2-1	1 000	0	0
Royaume-Uni	2-1	499 421	19 296	226 169
	2-2	2 586 093	1 053 561	332 686
	2-3	7 070 607	4 068 092	2 358 121
	2-4	2 563 255	268 798	972 510
	2-5	86 608	968 722	7 832 791

Destination d'exportation	LMEC ^{##}	Valeur des exportations (\$CAN)		
		2003	2004	2005
	2-6	674 928	1 503 441	32 641
	2-7	2 099 764	543 445	3 843 948
	2-9	4 087 463	7 457 463	12 099 208
	2-10	27 995 505	49 336 097	55 448 006
	2-11	13 104 139	6 244 183	20 200 609
	2-13	0	0	153 877
	2-14	1 501 033	2 088 551	984 413
	2-15	9 082 855	13 057 698	10 950 173
	2-16	523 825	1 178 078	250 374
	2-17	467 046	3 667 354	1 624 264
	2-18	345 422	17 028	51 526
	2-21	931 319	1 825 728	858 747
	2-22	1 922 388	4 875 718	3 498 455
Russie	2-1	500	2 415	0
Serbie-et-Monténégro	2-7	1 412	0	0
Sierra Leone	2-3	7 777	0	0
Singapour	2-2	0	258 889	7 928 949
	2-3	1 317	133 560	0
	2-6	5 471 309	4 637 277	4 092 496
	2-7	200 614	6 425	0
	2-9	29 292	2 369 320	2 164 412
	2-10	22 938	358 280	974 383
	2-11	203 724	3 565	8 653
	2-14	0	280 952	103 350
	2-17	480 000	1 199 600	0
	2-18	0	0	388 120
	2-21	0	280 952	163 355
	2-22	0	381 679	8 422 566
Sri Lanka	2-10	0	4 046	24 012
Suède	2-1	74 956	5 882	17 680
	2-3	1 039	285 187	3 525
	2-6	3 367 135	1 570 622	840 617
	2-7	0	136	914 000
	2-9	3 005 000	2 724 000	2 147 874
	2-10	345 194	2 261 341	3 775 223
	2-11	244 624	0	0
	2-13	1 764	53 184	103 854
	2-14	63 437	524	515 211
	2-15	0	0	44 739

Destination d'exportation	LMEC ^{##}	Valeur des exportations (\$CAN)		
		2003	2004	2005
	2-16	81 594	61 306	231 908
	2-17	0	750	750
	2-21	0	0	914 000
Suisse	2-1	14 931	102 564	7 230
	2-3	31 314	563 346	1 100 575
	2-4	0	0	100
	2-5	0	0	181 350
	2-6	106 331	354 483	311 089
	2-10	108 868	6 482	676 586
	2-11	0	23 208	0
	2-13	0	0	10 539
	2-17	24 000	0	0
	2-21	24 000	6 708	0
	2-22	108 868	0	0
Taiïwan	2-1	1 096	0	9 328
	2-5	3 150	0	0
	2-6	6 578	0	0
	2-9	0	0	353 358
	2-10	0	36 080	0
	2-11	3 520 208	1 511 646	96 415
	2-14	160 000	0	0
	2-18	0	32 500	0
	2-22	27 013	0	0
Thaïlande	2-1	18 158	0	29 299
	2-3	0	1 507 870	0
	2-4	0	90 406	0
	2-5	0	1 816 823	690 994
	2-6	1 047 048	0	20 524
	2-10	0	1 704	613 131
	2-11	0	539 621	753 060
	2-15	0	511 917	690 994
Turquie	2-5	0	0	30 621
	2-6	68 402	0	66 957
	2-7	1 586	0	0
	2-9	0	588 909	0
	2-10	28 000	0	27 077
	2-11	316 647	55 419	64 676
	2-14	0	25	75
	2-15	0	0	25 829

Destination d'exportation	LMEC ^{##}	Valeur des exportations (\$CAN)		
		2003	2004	2005
	2-16	263 265	453 959	140 525
	2-17	0	0	200
	2-21	0	116 390	394 912
Ukraine	2-1	200	0	0
Venezuela	2-11	3 549 000	0	1 323 127
	2-15	6 000	0	0
	2-17	3 549 000	0	0
Yémen	2-10	465	0	0

[‡] Veuillez vous référer aux Notes d'interprétation des données à la page 7.

^{##} Veuillez voir le Tableau 3 pour des exemples descriptifs de la Liste des marchandises d'exportation contrôlée (LMEC).

Tableau 6 : Listes de pays

Pays membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord	Liste des pays désignés (armes automatiques)	États participants à l'Arrangement de Wassenaar sur les contrôles à l'exportation des armes conventionnelles et des produits et technologies à double usage	
Allemagne	Allemagne	Afrique du Sud	Italie
Belgique	Arabie saoudite	Allemagne	Japon
Bulgarie	Australie	Argentine	Lettonie
Canada	Belgique	Australie	Lituanie
Danemark	Botswana	Autriche	Luxembourg
Espagne	Danemark	Belgique	Malte
Estonie	Espagne	Bulgarie	Norvège
États-Unis	États-Unis	Canada	Nouvelle-Zélande
France	Finlande	Corée (République de)	Pays-Bas
Grèce	France	Croatie	Pologne
Hongrie	Grèce	Danemark	Portugal
Islande	Italie	Espagne	République tchèque
Italie	Lettonie	Estonie	Roumanie
Lettonie	Norvège	États-Unis	Royaume-Uni
Lituanie	Nouvelle-Zélande	Fédération de Russie	Slovaquie
Luxembourg	Pays-Bas	Finlande	Slovénie
Norvège	Pologne	France	Suède
Pays-Bas	Portugal	Grèce	Suisse
Pologne	Royaume-Uni	Hongrie	Turquie
Portugal	Suède	Irlande	Ukraine
République tchèque			
Roumanie			
Royaume-Uni			
Slovaquie			
Slovénie			
Turquie			